

E 2001 (C) 1/64

*Der Chef der Abteilung für Auswärtiges des Politischen Departementes,  
P. Dinichert, an den schweizerischen Gesandten in Wien, M. Jaeger*

*Kopie*  
S NV.

Berne, 3 décembre 1927

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 29 novembre<sup>1</sup> nous relatant la conversation que vous avez eue avec Mgr Seipel concernant la renonciation par les Etats ayant participé, en 1920, à l'action de secours en faveur de

---

1. Nr. 352.



l'Autriche au droit de priorité que leur confèrent leurs créances de relèvement en faveur du nouvel emprunt de 750 millions de schellings que l'Autriche se prépare à contracter. Nous en avons pris connaissance avec un vif intérêt et nous nous empressons de vous exposer ce qui suit.

Nous avons été informés, dans le courant d'octobre, de la démarche faite par le Gouvernement autrichien auprès du Comité international des crédits de relèvement économique en vue d'obtenir des Relief Creditors l'abandon de leur droit de priorité en faveur du nouvel emprunt et la prorogation au 31 décembre 1957 du moratoire opposable jusqu'en 1943 aux créances de relèvement de 1920. Nous en avons aussitôt informé le Département fédéral des Finances qui, par lettre du 10 novembre, dont vous voudrez bien trouver copie sous ce pli<sup>2</sup>, a exprimé l'avis que les Relief Creditors sont en droit de subordonner à une contre-prestation leur acquiescement aux propositions autrichiennes et de faire dépendre l'abandon de leur droit de priorité et la prorogation du moratoire de la présentation par l'Autriche d'un plan d'amortissement. Pour permettre au représentant de la Suisse au Relief Committee de se rendre exactement compte de l'objectif à atteindre, le Département des Finances traçait alors les lignes générales du plan d'amortissement qu'il désirait obtenir.

Des instructions dans ce sens ont été adressées à la Légation de Suisse à Londres. Nous croyons qu'elles ont correspondu, en gros, à celles que d'autres Gouvernements ont données à leurs Agents. Nous avons été informés, en effet, que le délégué suédois au Relief Committee a reçu, au début de novembre, des instructions dans le même sens, mais plus rigoureuses encore.

Le Département des Finances a eu, vraisemblablement, l'occasion de faire connaître le point de vue développé dans sa lettre du 10 novembre au délégué financier autrichien venu en Suisse pour obtenir remise de la tranche suisse de l'emprunt de 1923<sup>3</sup>. Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de la regretter.

En effet, le 26 novembre, le Ministre d'Autriche à Berne est venu nous remettre la notice ci-jointe<sup>4</sup>, qui contient des propositions de règlement de la dette de relèvement, à la vérité différentes de celles envisagées à prime abord par le Département des Finances, mais qui fournissent néanmoins la preuve d'un sérieux effort du Gouvernement autrichien pour ne pas préteriter complètement les droits des Etats qui lui sont venus en aide en 1920 et constituent une base de discussion parfaitement acceptable. Après avoir pris l'avis du Département fédéral des Finances, nous avons donné, en conséquence, au représentant de la Suisse au Relief Committee pour instruction de déclarer, à la séance du 2 décembre, que les nouvelles propositions autrichiennes permettraient sans doute à la Suisse de renoncer, pour sa part, à faire valoir, vis-à-vis du nouvel emprunt autrichien, un droit de priorité basé sur sa créance de relèvement à condition que les autres Relief Creditors agissent de même. En ce qui concerne le plan d'amortissement, M. Micheli a été chargé de ne pas insister sur les intérêts, d'accepter, en principe, le

---

2. *Original als Annex 1 abgedruckt.*

3. *Vgl. dazu Nr. 19, Anm. 5.*

4. *Original als Annex 2 abgedruckt.*

règlement du capital en quarante versements, mais de chercher à obtenir que les premiers versements soient augmentés pour alléger les suivants. Néanmoins, si tous les autres Relief Creditors devaient accepter telle quelle la proposition autrichienne, M. Micheli est chargé de se rallier à l'opinion de la majorité sans autre réserve que celle de ratification.

Ces instructions sont données, naturellement, sous réserve de l'approbation ultérieure du Conseil fédéral<sup>5</sup> que nous ne saurions consulter au sujet d'un accord à intervenir sans pouvoir en préciser les termes. Nous ne pouvons pas perdre de vue, d'autre part, que les crédits de relèvement accordés à l'Autriche en 1920, de même que la prorogation du délai de paiement au 1er janvier 1943, ont fait l'objet de procédures législatives, de sorte que la question constitutionnelle de savoir quelles sont les formalités à accomplir pour modifier les décisions prises ne peut être tranchée sans un examen attentif.

Nous croyons pouvoir d'ores et déjà poser en principe qu'il n'est nullement dans les intentions du Conseil fédéral de compliquer la tâche du Gouvernement autrichien. Ainsi que vous l'avez vu, le représentant de la Suisse dans le Relief Committee a reçu des instructions très souples, qui, tout en pourvoyant à la défense de nos intérêts légitimes, vont au-devant de la proposition autrichienne et ne s'opposent pas à son acceptation.

Il nous semble inutile que vous fassiez une déclaration dans ce sens au Gouvernement autrichien, qui doit être déjà informé du résultat, que, pour notre part, nous ne connaissons pas encore, de la séance du Relief Committee du 2 décembre. Nous avons eu, d'ailleurs, l'occasion de renseigner M. Di Pauli, tout au moins dans leurs grandes lignes, au sujet des instructions qui ont été données au représentant de la Suisse dans le Relief Committee. Il nous paraît important, en revanche, qu'ainsi que vous en avez exprimé le désir, vous soyez exactement orienté sur l'attitude que nous avons adoptée dans cette affaire. Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant de son développement.

#### ANNEX I

*Der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartementes, J.-M. Musy,  
an den Vorsteher des Politischen Departementes, G. Motta*

S

Relief Bonds

Bern, 10. November 1927

Wir haben die Ehre, unsern Standpunkt zu dem Begehren Österreichs an das Relief Bond Committee kurz darzulegen, es möchten die Relief-Gläubiger auf ihre Priorität zugunsten einer neuen Anleihe verzichten und sich damit einverstanden erklären, dass die Rückzahlung hinausgeschoben werde.

1. Wir halten dafür, dass wir ohne irgendwelche Gegenleistung Österreichs nicht auf unser Prioritätsrecht zugunsten der neu aufzunehmenden Anleihe verzichten sollen.

5. *Der Bundesrat genehmigte die Instruktionen an Micheli in seiner Sitzung vom 12.12.1927* (E 1004 1/307, Nr. 1935).

6. *Zu Verlauf und Ergebnissen der Londoner Verhandlungen vgl. Nr. 415. – Zugehörige Akten in: E 2001 (C) 1/64 und E 2001 (C) 2/41.*

2. Diese Gegenleistung könnte darin bestehen, dass Österreich, wie der Präsident des Relief Committee vorschlägt, einen Tilgungsplan vorlegt, dessen erste Tilgungsquote schon nächstes Jahr fällig würde.

3. Ist Österreich bereit, diese Gegenleistung zu bieten, so erklären wir uns einverstanden, dass die letzte Tilgungszahlung nicht schon 1943, sondern erst 1957 erfolgt, d. h. die Tilgungsdauer um 15 Jahre verlängert wird.

4. Die englische Vertretung im Relief Committee will allem Anschein nach Österreich weiter entgegenkommen als wir und wird unsere obigen Vorschläge, wie die ähnlich lautenden Schwedens, als ungenügend bezeichnen. Um eine Verständigung zu erleichtern, könnte unsererseits folgende weitere Konzession zugestanden werden:

a. Erstreckung der Tilgungsfrist, sagen wir auf das Jahr 1970 oder

b. Ermässigung oder äusserstenfalles Verzicht auf die Verzinsung der Relief-Schuld.

Wie Sie dem Vorstehenden entnehmen, weicht unser Standpunkt von demjenigen, der in dem Entwurf zu einem Antwortschreiben des Relief Committee an die österreichische Regierung zum Ausdruck kommt, darin ab, dass das Committee auf die Priorität ohne Gegenleistung verzichten will, dagegen für die Verschiebung der Rückzahlung der österreichischen Schuld von 1943 auf 1957 eine Kompensation in Form eines Tilgungsplanes verlangt.

Wir sehen unsererseits nicht ein, warum wir ohne weiteres auf unser Prioritätsrecht verzichten sollen. Zur Zeit als um die Völkerbundsanleihe verhandelt wurde, stand Sein oder Nichtsein Österreichs auf dem Spiele. Indem die Relief-Gläubiger seinerzeit auf die Priorität zugunsten der Völkerbundsanleihe verzichteten, stärkten sie die Finanzkraft des Schuldners und erhöhten, trotz des Verzichtes auf die Priorität, die Sicherheit der Relief-Kredite.

Heute ist die Sachlage anders. Österreich würde u. E. die neue Anleihe von 725 Millionen Schilling auch dann erhalten, wenn das Prioritätsrecht der Relief-Kredite nicht aufgegeben würde; nur wären die Zinsbedingungen für die neue Anleihe etwas härter. Es handelt sich nicht mehr um Sein oder Nichtsein Österreichs, sondern um schwerere oder mildere Übernahmebedingungen. Erhält Österreich durch den Verzicht der Relief-Gläubiger auf ihr Prioritätsrecht von den neuen Anleihegläubigern eine niedrigere Verzinsung zugestanden, so wird sein Budget entsprechend weniger stark belastet und gestattet ihm, Abzahlungen auf die Relief-Schuld zu leisten.

Leistet Österreich vom nächsten Jahr an gewisse Abzahlungen, so lässt sich die Erstreckung der Tilgungsfrist verantworten, ja sogar ein Abstrich auf jenem Teil der Schuld, der sich durch Nichtbezahlung der Zinsen automatisch erhöht. Verzichten wir dagegen ohne Gegenleistung Österreichs auf die Priorität, so laufen wir Gefahr, dass die Relief-Schuld von Jahr zu Jahr mehr als *quantité négligeable* betrachtet wird, von der man erwartet, dass sie eines Tages vollständig gestrichen werde.

## ANNEX 2

### *Aufzeichnung der österreichischen Gesandtschaft in Bern*

Bern, 26. November 1927

## NOTIZ

Wir wollen im Reliefkomitee folgenden Vorschlag machen: Tilgung des Kapitals von 848 Millionen Schilling in 40 Jahresraten ab 1. I. 1929.

5 Jahre zu 10 Millionen Schilling,

10 Jahre zu 15 Millionen Schilling,

25 Jahre zu 25.92 Millionen Schilling.

Was die von den amerikanischen Bankiers aufgeworfene Frage betrifft, ob wir gemäss dem Prospekt das Recht haben, vor 1942 zu zahlen, so haben wir den Prospekt geprüft und es besteht kein Zweifel darüber, dass wir zur vorzeitigen Zahlung berechtigt sind. Die englische Regierung würde selbst Ratenzahlung in 62 Jahren (ohne Zinsen) annehmen.

Indem wir jetzt schon erklären, dass wir bereit sind, mit den Zahlungen sofort zu beginnen und das Kapital in 40 Jahresraten zurückzuzahlen, kommen wir den Wünschen des Reliefkomitee's wei-

616

7. DEZEMBER 1927

test entgegen. An der Rückstellung der Pfandrechte müssen wir jedoch festhalten, ebenso wie wir ein Junktim zwischen unserem Zugeständnis und der Rückstellung der Pfandrechte ablehnen müssen. Die Verhandlungen mit Amerika in der Frage der Rückzahlung der Reliefkredite dürften mehrere Monate in Anspruch nehmen, da ein solches Abkommen vom Kongress genehmigt werden muss. Die Rückstellung der Pfandrechte ist eine *Conditio sine qua non* für die Aufnahme der neuen Anleihe durch Österreich. Ein Junktim zwischen dem von uns angebotenen Arrangement und der Rückstellung der Pfandrechte würde die Anleiheverhandlungen verunmöglichen.